

Saint-Donat-sur l'Herbasse

Département de la Drôme




Plan Local d'Urbanisme

Modification de droit commun n° 1 Formulaire

Réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme pour un Plan Local d'Urbanisme

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale



	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de SAINT-DONAT-SUR-L'HERBASSE (26)
SIRET/SIREN
212 603 013
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Saint-Donat-sur-l'Herbasse 11 rue Pasteur – BP16 Mail : contact@ville-st-donat.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Claude FOUREL, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Monsieur Pierre BARRET, Adjoint à l'urbanisme, patrimoine Madame Christine MARTINET, Service urbanisme Monsieur Eric BUGNAZET, Directeur Général des Services
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Mail : pb@comptoir-du-sud.fr Mail : urba@ville-st-donat.fr Mail : dg@ville-st-donat.fr Tel : 04 75 45 10 32

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme de Margès
2.2 Intitulé du document
Modification de droit commun n°1
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11 mars 2014 Modification simplifiée n°1 approuvée le 26 avril 2016 Modification simplifiée n°2 approuvée le 28 janvier 2020 et 26 mai 2020 Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU approuvé le 5 décembre 2023 Plan Local d'Urbanisme consultable sur le site du Géoportail de l'Urbanisme.
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Saint-Donat sur l'Herbasse
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
L'ensemble du territoire communal est concerné par la procédure de modification

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Grand Rovaltain approuvé le 17 janvier 2017.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE du Bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 PCAET Arche Agglo approuvé le 3 février 2021
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Annexe II

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
-
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
-
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>La modification simplifiée n°2 approuvée le 28 janvier 2020 puis le 26 mai 2020 a fait l'objet d'un examen au cas par cas. La décision a été rendu le 8 novembre 2019 et la procédure n'a pas été soumise à Evaluation Environnementale.</p> <p>La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU approuvé le 5 décembre 2023 a fait l'objet d'une évaluation environnementale. L'avis a été rendu le 1 août 2023.</p>
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
-

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification de droit commun n°1
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
Population municipale : 4 294 habitants en 2020 d'après les données de l'INSEE en avril 2024

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	1976,7 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	256,9 ha	13%	255,6 ha	12,9%
zones 1 AU	26,5 ha	1,3%	25 ha	1,3%
zones 2 AU	0 ha	0 %	0 ha	0%
zones A	1219,4 ha	61,7%	1222,2 ha	61,8%
zones N	473,9 ha	24%	473,9ha	24%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD débattu dans le cadre de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme développe les objectifs de modération de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain suivant :

Rappel diagnostic

Sur les 25 dernières années, la commune a accueilli 1264 habitants supplémentaires et 543 logements nouveaux ont été réalisés. Durant la même période, 92 hectares de terrains ont été consommés pour l'habitat, soit en moyenne 1700 m² par logement ou 727 m² par habitants. Ces 92 hectares représentent 4,7% du territoire et 9,2% de la SAU.

La densité moyenne des opérations de logements des 25 dernières années est très faible : 5,9 logements/hectare.

Objectifs

Promouvoir des formes urbaines moins consommatrices d'espace et adaptées à la forme urbaine actuelle des différents quartiers pour tendre vers une densité moyenne d'environ 15 à 25 logements à l'hectare en logements individuels et individuels groupés et 30 à 40 logements à l'hectare en collectifs.

Synthèse des moyens mis en œuvre

Limiter le développement urbain aux terrains situés à proximité du village et à l'intérieur de l'enveloppe urbaine actuelle

Ne pas limiter systématiquement le COS

Ne pas imposer des prospects importants

Définir des OAP qui organisent le développement des zones d'urbanisation future

Inscrire des servitudes pour programme de logements sur les secteurs porteurs des enjeux de développement

Créer un secteur agricole inconstructible sur les zones les plus sensibles afin de limiter le mitage de l'espace cultivé.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La commune de Saint-Donat-sur-l'Herbasse souhaite procéder à une modification de droit commun de son Plan Local d'Urbanisme compte-tenu de l'ancienneté de la trame actuelle du PLU et des évolutions réglementaires. Afin de permettre un développement harmonieux de la commune soumise à une forte dynamique de développement, il convient d'ajuster les règles d'affectation des sols et d'organisation de l'espace.

En ce sens, la procédure de modification prescrit par délibération en date du 13 décembre 2022 doit notamment permettre de :

- Mettre à jour les servitudes d'utilité publique
- Mettre à jour la liste des emplacements réservés
- Modifier le règlement écrit et notamment :
 - Les règles concernant les hauteurs des constructions afin de prendre en compte les toitures plates
 - Les règles concernant l'aspect extérieur des constructions
 - Les règles concernant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
 - Les règles concernant le stationnement
 - Les règles concernant les réseaux
 - Les constructions autorisées/interdites (article 1 et 2) de la zone AUo
 - Les règles concernant l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques (zone AUo)
 - Les règles concernant les performances énergétiques et environnementale des

<p>constructions</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Modifier et revoir le règlement graphique et notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le tracé de la zone UC vers une zone UD afin de tenir compte de l'évolution des équipements publics ○ Le tracé de la zone AU_i afin de mettre en compatibilité le PLU avec le SCOT comme demandé par le préfet de la Drôme ○ Le tracé de la zone U et de la zone A suite à des mesures de compensations Vuitton ○ Le tracé de la zone U_{Le} et U_{ie} afin de tenir compte des activités présentes ○ Le tracé de la zone UD afin d'inscrire un nouveau sous-secteur prenant en compte « l'îlot de la gare » dans le cadre de « Petites villes de demain » ➤ Modifier certaines trames de sur-zonage et notamment <ul style="list-style-type: none"> ○ La trame de culture en zone urbaine à protéger ○ La mise en place d'une trame au titre de l'article R.151-34 1° du Code de l'Urbanisme ○ Les périmètres de protection des rez-de-chaussée commerciaux ○ Les trames d'implantation des constructions par rapport aux voies ➤ Modifier les schémas et principes d'aménagement des OAP en cohérence avec les évolutions du règlement écrits et graphique, et de l'avancée de certains projets. Il s'agit notamment de : <ul style="list-style-type: none"> ○ Modifier l'OAP « Jean Moulin » suite à la fusion des zones AU_o1 et AU_o2 : OAP « Saint-Antoine » ○ Modifier l'OAP « Gaud » ○ Modifier l'OAP « Les Egaux » ○ Modifier l'OAP « La Truffière »
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>-</p>
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p> <p>-</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>-</p>

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
-
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
-
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Dans le cadre de la compensation à l'installation de l'entreprise Louis Vuitton à Charmes-sur-l'Herbasse, il convient de déclasser 2,5 hectares de foncier constructible sur la commune de Saint-Donat-sur-l'Herbasse. Les parcelles E n°357, 91, 98 et 97 ont ainsi été déclassées de la zone UCe et classées en zone A (présence de vergers). Les parcelles E n°102, 101, 103, 89, 83, 84, 85, 86, 90 et 99 correspondants à des jardins ont été classées en zone Aj. 2,1 hectares sont ainsi déclassés de la zone U et inscrites en zone A/Aj. Enfin, les parcelles ZT n°157 et 155 représentant une superficie 5365 m ² et classées en zone U, ont également été classées en zone A dans le cadre de cette compensation.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
-
- de créer de nouvelles protections environnementales <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Afin de protéger les jardins existants qui forment un cœur vert en centre-bourg, les parcelles P n°1032, 426 et 1024 ont été inscrites dans une trame « culture à protéger en zone urbaine » au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, en continuité de la trame déjà existante sur les parcelles alentours.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
-
Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée(L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis àévaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Mise en compatibilité du PLU avec le SCoT du Grand Rovaltain approuvé le 17 janvier 2017 et disponible sur le lien suivant : https://www.grandrovaltain.fr/SCoT.html

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Dans un courrier dans un courrier du 9 mai 2017, conformément à l'article L.131-6 du Code de l'Urbanisme, le préfet de la Drôme a informé la commune que le document d'urbanisme approuvé devait être mis en compatibilité avec le document supra-communal dans un délai d'un ou trois ans si la mise en compatibilité impliquait une révision, soit au plus tard le 17 Janvier 2020. Il est notamment constaté une incompatibilité avec le SCOT au niveau de la localisation de la zone d'activités AUi au Sud Est du territoire située hors d'une enveloppe secondaire et au-delà d'un front urbain. Il convient ainsi de revoir le zonage de la zone AUi afin de mettre en compatibilité le PLU avec le SCOT. Par conséquent, la zone AUi a été supprimée. Tenant compte du fait que le site est déjà occupé par des espaces de stationnement depuis plusieurs années, un classement en zone Uls est apparu pertinent.



4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

—

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L.332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par des risques d'inondation qui font l'objet d'un PPRn. <u>Sans enjeu vis-à-vis du projet d'évaluation du PLU</u>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine		<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bourg de Saint-Donat sur l'Herbasse possède plusieurs monuments historiques : le palais delphinal, classé en 1946, le clocher, inscrit en 1956, les reste du cloître et la chapelle des évêques, classés en 1906. Ces bâtiments, regroupés au sommet d'une éminence, sont liés à un mode de vie monastique, aujourd'hui révolu en ce lieu. A l'occasion de la modification de son PLU et sur proposition de l'ABF, la ville souhaite modifier les périmètres de protection des monuments historiques qu'elle possède. Ces rayons de 500 mètres ne concordent pas avec les ambitions patrimoniales, urbaines et paysagères de la commune.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'inventaire département des zones humides identifie 11 zones humides sur le territoire. <u>Sans enjeu vis-à-vis du projet d'évaluation du PLU</u>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D'après le SRADDET, les collines de Sizay et des Bâties, situées à l'Est du Merdaret ainsi que les collines de Garenne et de Conta représentent des espaces perméables relais tout comme les collines de Revoux et de Grasse au Sud de la commune. La vallée de l'Herbasse apparait comme un grand espace agricole. Les deux ZNIEFF de type I sont identifiées comme des réservoirs de biodiversité au titre de la Trame Verte. Le ruisseau du Merdaret et de l'Herbasse sont des cours d'eau à préserver au titre de la Trame Bleue. Des obstacles ponctuels sur ces deux cours d'eau sont identifiés. Les zones humides identifiées à l'inventaire de départemental sont également identifiées. D'après le SCoT, les réservoirs de biodiversité identifiés dans le SRADDET sont également identifiés dans le SCoT du Grand Rovaltain. Le Merdaret et l'Herbasse sont identifiés comme des corridors écologiques bleue d'intérêt supra-communal. <u>Sans enjeu vis-à-vis du projet d'évaluation du PLU</u>

Annexe II

Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Sur le territoire communal, on compte deux ZNIEFF de type I : « Ripsisylves et lit de l'Herbasse » et « Sables de Champos » et une ZNIEFF de type II : « Collines Drômoises »</p> <p><u>Sans enjeu vis-à-vis du projet d'évaluation du PLU</u></p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU en vigueur identifie des espaces boisés classés.</p> <p><u>Sans enjeu vis-à-vis du projet d'évaluation du PLU</u></p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L.631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bourg de Saint-Donat sur l'Herbasse possède plusieurs monuments historiques : le palais delphinal, classé en 1946, le clocher, inscrit en 1956, les reste du cloître et la chapelle des évêques, classés en 1906. Ces bâtiments, regroupés au sommet d'une éminence, sont liés à un mode de vie monastique, aujourd'hui révolu en ce lieu. A l'occasion de la modification de son PLU et sur proposition de l'ABF, la ville souhaite modifier les périmètres de protection des monuments historiques qu'elle possède. Ces rayons de 500 mètres ne concordent pas avec les ambitions patrimoniales, urbaines et paysagères de la commune. Une procédure conjointe est alors mise en place.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L.113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L.141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives	
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées	
Mai 2024	
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)	
Aucune	
7.3 Procédure de participation du public envisagée	
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser lesquelles	
Procédure de modification des périmètres délimités des abords (PDA)	
- autre, préciser les modalités	
-	

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
-		

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Saint-Donat sur l'Herbasse	le,	13 mai 2024
Nom	FOUREL	Prénom	Claude
Qualité	Le Maire de Saint-Donat-sur-l'Herbasse		

Signature



Le Maire
de ST-DONAT-SUR-L'HERBASSE
Claude FOUREL